

Katouzian Homa,
*State and Society in Iran.
 The Eclipse of the Qajars and
 the Emergence of the Pahlavis*

I.B. Tauris, Londres - New York, 2000, xii + 351 p.

En se basant en partie sur ses nombreuses études en persan et en anglais sur l'histoire politique, sociale et culturelle de l'Iran au XX^e siècle, H. Katouzian nous en fournit ici une version révisée, augmentée et structurée. Il utilise aussi un large éventail de sources primaires et secondaires, l'abondance de ces dernières s'étant considérablement accrue. Contrairement à ce que laisse supposer le sous-titre, au delà de l'émergence des Pahlavis, la chronologie étudiée englobe l'ensemble du règne de Rezā Shāh (1925-1941). H.K. se réfère aussi à la période Mosaddeq (il a publié un livre sur ce sujet chez le même éditeur en 1990), à la révolution de 1977-1979, et à la République islamique.

« A Note of the Method » insiste sur la nécessité d'établir une théorie spécifique pour l'étude de l'État, de la société et des changements sociaux en Iran. Les théories européennes sur ce sujet, élaborées depuis les anciens Grecs jusqu'aux marxistes et autres politologues ne conviennent pas dans le cas de l'Iran où aucun État centralisé ou non n'a été représentatif d'aucune classe sociale au sens européen du terme. Cette analyse est longuement développée dans le chapitre 1, « Arbitrary Rule: A Theory of State, Politics and Society in Iran » (repris d'un article paru en 1997). En quatorze « Basic theses », H.K. compare les différences fondamentales entre absolutisme européen et pouvoir arbitraire ou dictatorial en Iran. En Europe, il existait, avec des variantes, des États de droit, parce qu'il y avait des classes sociales dont l'État dépendait largement. En Iran, l'insécurité chronique ne permet pas la promotion de propriétaires terriens ou d'une bourgeoisie marchande. Le pouvoir appartient à l'homme fort qui s'impose, jouissant ainsi d'une légitimité incontestée (pour lui et pour sa famille). Le souverain absolu dispose des biens et des gens. Il distribue les privilèges ou les retire à sa guise. Malgré l'existence de juridictions civiles et surtout religieuses, sa volonté reste primordiale. L'histoire d'une société vivant dans de telles conditions est donc caractérisée par un cycle de pouvoir étatique arbitraire, renversé par une rébellion et remplacé par le désordre et le chaos jusqu'à ce qu'un nouvel État y mette fin et restaure le pouvoir arbitraire (p. 15). Dans les six chapitres qui suivent, H.K. s'efforce d'illustrer cette thèse avec une abondance de détails sur l'État et la société en Iran depuis la révolution constitutionnelle (1905-1911).

Le chapitre 2, « Liberty and Licence in the Constitutional Revolution » (qui développe un article paru en 1998) fournit d'abord une esquisse des événements maintes fois relatés aboutissant à la demande d'une constitution (« mashruteh », terme auquel les ulémas chiites conservateurs, Nūri et ses disciples, répliquent par leur demande de

« mashru'eh », *i. e.* une constitution basée sur la *shari'a*). Mais parmi les demandes confuses des constitutionnalistes (y compris des Qājārs, des fonctionnaires, des religieux), le maître mot était « qānūn », la loi ou le droit. Malgré l'octroi d'une constitution, l'aliénation de la société (*mellat*) vis à vis de l'État (*dawlat*) persiste. Cela est très net dans la législature du premier *majles* (1906-1908). Le droit nouvellement acquis est perçu comme une liberté, et bientôt comme un abus de liberté conduisant aux dissensions, débordements et désordres.

Les douze années qui séparent le triomphe des constitutionnalistes (rétablissement du *majles*, le second, 1909-1911) du coup d'État de 1921, sont traitées très en détail, en six chapitres. Le chap. 3, « Constitutionalism and Chaos », insiste sur le fait que d'autres révolutions n'ont pas conduit rapidement au chaos tel qu'il se produisit en Iran après 1910. L'influence étrangère, surtout après l'accord anglo-russe de 1907 (partage des empires conduisant notamment à la division de l'Iran en zones d'influence) ne peut excuser les dissensions, les désordres, l'échec de la mission de l'expert financier américain Morgan Shuster devant l'ultimatum russe (1911) et surtout l'état déplorable de l'Iran durant la première guerre mondiale, livré aux envahisseurs turcs et russes, aux Anglais, contrés au Sud par l'aventurier allemand Wassmus etc. Malgré les erreurs et les désordres, H.K. retient des aspects positifs dans l'action des constitutionnalistes. Il y voit la montée du sentiment national et, dans l'organisation de l'État, des gains utiles et une amélioration que l'on retrouvera plus tard, avec des réserves et à certains moments, sous les Pahlavis. Il y eut aussi un progrès plus durable dans la modernisation, l'organisation de l'État, l'éducation (p. 83 *sq.*).

Une longue analyse est fournie sur l'accord anglo-persan de 1919 qui devait mettre l'Iran sous tutelle ou protectorat britannique. Le chap. 4, « The Campaign for the 1919 Agreement » présente la politique de Curzon et de Percy Cox, acceptée par Vosuq al-Dawleh et ses partisans. Le chap. 5, « The Campaign against the 1919 Agreement » (repris d'un article paru en 1998) analyse le rejet de cette politique devant l'opposition massive en Iran, les campagnes menées aux États-Unis, en France, en Russie (blanche et bolchevique), le débarquement des bolcheviques à Enzeli, l'éphémère république soviétique du Gilan, le manque de soutien de certaines autorités britanniques (India Office, Treasury, War Office). Cet accord humiliant pour l'Iran ne fut ni ratifié ni appliqué.

La menace de désintégration s'accélère avec l'incapacité du gouvernement à gérer la situation et la mainmise des bolcheviques sur le Gilan et la « République d'Azerbaïdjan ». Le contrôle accru des Anglais sur les affaires militaires iraniennes (notamment sur la brigade cosaque) et la démission de Moshir al-Dawleh (chap. 7, « The Fall of Moshir ») ouvre la voie au coup d'État de 1921 (chap. 8), traité en détail (chap. 9). Après avoir atteint son paroxysme dans les années 1918-1921, le chaos post-révolutionnaire est

arrêté par Rezā Khān (chap. 10). Les années 1921-1925 sont vues comme une période de double souveraineté et de luttes de pouvoir entre « les forces de chaos » et de dictature et de querelles incessantes entre constitutionnalistes conservateurs et démocratiques. La personnalité de Rezā Khān et ses origines (incertaines) sont retracées, ainsi que sa montée au pouvoir politique (1921-1923), sa nomination comme premier ministre, la tentative de proclamation d'une république, la réunification brutale du pays (avec la réintégration de l'Arabistan/Khuzistan du Shaikh Khaz'al). Le règne de Rezā Shāh et son gouvernement arbitraire sont esquissés (chap. 11). La personnalité et l'action de ce personnage demeurant encore controversées, H.K. nous en donne une appréciation critique (« a brief appraisal », p. 337 sq.). Contrairement à une large majorité d'Iraniens convaincus que Rezā Shāh avait été mis sur le trône par les Anglais, qu'il était leur serviteur et leur agent pour l'extension de la concession pétrolière, H.K. avait vu en lui, dès 1976-1978, un homme ayant sauvé le pays de la désintégration. Loin d'être un agent des Anglais, il leur était opposé presque depuis le début, étant alors davantage soutenu par les Russes. Il détenait sa légitimité de sa popularité et de l'assemblée constituante de 1926. Cette légitimité devint contestable à cause de sa conduite brutale et arbitraire ; totalement inutile, elle causa des dommages considérables à lui-même, à l'État et à la société.

Des extraits d'un rapport de Martin Herz, ancien conseiller politique à l'ambassade des États-Unis à Téhéran, sur la situation politique de l'Iran en 1964, sont donnés en Annexe. Ce document montre à quel point, alors qu'il entrainait dans sa phase de pouvoir arbitraire, le shāh manquait de soutien, y compris parmi ses partisans, pour exercer une dictature hautement impopulaire et ce, malgré l'action de la SAVAK, les revenus du pétrole, le soutien des Américains. Le mythe de l'omnipotence américaine existait d'ailleurs davantage en Iran qu'aux États-Unis.

Dans cet ouvrage très dense, H.K. tend surtout à démontrer les limites de notre perception des réalités politiques, sociales et culturelles de l'Iran moderne. Pour y remédier, il applique donc ses propres théories, en maintenant une perspective comparatiste. Il cite souvent (mais d'autres l'ont déjà fait) des écrits politiques d'écrivains persans, en prose ou en vers. Nos critiques sur le fond se limiteront à l'utilisation des sources. Le renvoi des notes aux fins de chapitres et l'absence de bibliographie récapitulative gênent la consultation. Il semble que seules les sources primaires et secondaires en persan et en anglais aient été utilisées (et non pas celles en allemand, français, russe etc. pourtant très nombreuses). D'importants articles de l'*Encyclopædia Iranica*, qui contiennent d'abondants compléments bibliographiques sont négligés (par exemple : Ahmad Ashraf, « Conspiracy theories », vol. VI, p. 138-147 ; Niloofar Shambayati, « Coup d'État of 1299/1921 », vol. VI, p. 351-354 ; Jean Calmard, « Atābak-e A'zam, Amin al-Soltān », vol. II, p. 870-890, notamment à propos des

responsabilités mal élucidées dans l'assassinat de ce grand vizir, p. 885 sq., cf. H.K., p. 48 sq. citant un nombre très limité de références).

Il y a plus à dire sur la forme. L'ouvrage étant destiné à un large public, l'absence de points diacritiques, d'allongement des voyelles ou de simplification des consonnes des mots arabo-persans ne constituent pas une gêne. On ne peut toutefois simplifier à outrance et écrire Zel al-Soltan ou Zel al-Molk (pour Zell ou Zill). Par ailleurs, l'ouvrage fourmille de coquilles, y compris dans l'Index (ex. Tabtaba'i pour Tabātabā'i). On relève aussi des fautes d'orthographe (ex. « Gobinaux » pour « Gobineau », p. 80, malencontreusement associé au nom de Stewart Chamberlain ; cf. mon article « Gobineau », à paraître dans l'*Encyclopædia Iranica*). On peut comprendre les difficultés de H.K., victime d'un incendie qui détruisit sa documentation et six chapitres préparés pour l'édition. Mais cela n'excuse pas la négligence dans la relecture des épreuves, comme cela devient trop souvent le cas.

Malgré ces critiques, cet ouvrage constitue une contribution importante et originale pour nous guider dans les méandres de la vie politique et sociale de l'Iran moderne. Comme H.K. l'indique dans sa Préface, donner un sens au passé pour comprendre le présent a toujours constitué sa principale motivation. De même que de nombreux intellectuels iraniens de tous bords, il espère que le dialogue politique amorcé avec les élections de mai 1997 constitue le début d'une nouvelle ère dans l'histoire de son pays (p. 20).

Jean Calmard
CNRS – EPHE, Paris